

**Arrêté préfectoral n°2025-DDT-SE-446 du 2 décembre 2025  
portant autorisation de destruction de renards sur diverses communes de l'Essonne**

**La Préfète de l'Essonne  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 427-1, L. 427-6 et R. 427-1 et suivants,  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,  
VU le décret du 27 août 2025, portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de préfète de l'Essonne,  
VU l'arrêté préfectoral n°2025-PREF-DCPPAT-BCA-362 du 15 octobre 2025 portant délégation de signature à Mme Simone SAILLANT, ingénierie générale des ponts, des eaux et des forêts de classe normale, directrice départementale des territoires de l'Essonne,  
VU l'arrêté préfectoral n°n°388-2025-DDT-SCVDS-BAJ du 15 octobre 2025 portant subdélégation de signature de Mme Simone SAILLANT, ingénierie générale des ponts, des eaux et des forêts de classe normale, directrice départementale des territoires de l'Essonne,  
VU l'arrêté n° 2024-DDT-SE-413 du 17 décembre 2024 portant création de circonscriptions de louveterie et nomination pour cinq ans (2025-2029) des lieutenants de louveterie dans le département de l'Essonne, modifié,  
VU l'arrêté n°2025-DDT-SE-11 du 14 janvier 2025 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique de l'Essonne 2024-2030,  
VU la saisine de la chambre d'agriculture d'Île-de-France, des Jeunes Agriculteurs d'Île-de-France et de la FDSEA d'Île-de-France, en date du 17 juillet 2025,  
VU l'avis de Monsieur Fabrice SIROU, lieutenant de louveterie en Essonne,  
VU l'avis réputé favorable de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France,  
CONSIDÉRANT la présence indésirable et récurrente de population de renards autour des élevages avicoles de l'Essonne,  
CONSIDÉRANT les dégâts que ces animaux engendrent, qu'une régulation s'avère nécessaire, sur les communes présentant un élevage ainsi que sur les communes limitrophes,  
SUR proposition de la directrice départementale des territoires,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le présent arrêté autorise Messieurs **Fabrice SIROU, Etienne DROT, Marcel MACELAN, Jean-François LAVOITTE, Philippe GABRIEL** et Mme **Sophie THEIN**, lieutenants de louveterie de l'Essonne, à procéder **de nuit et par tir**, à la destruction de renards, sur les communes présentes en annexe (cf. carte des tirs de nuit renards autour des élevages avicoles décembre 2025),

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est valable à compter de la date du présent arrêté et ce jusqu'au 31 décembre 2025.

**ARTICLE 3** – Les lieutenants de louveterie s'entoureront au plus de trois aides. Les coordonnées des aides ainsi que l'immatriculation du véhicule seront communiquées à la direction départementale des territoires.

**ARTICLE 4** – Les lieutenants de louveterie devront informer les forces de l'ordre et l'office français de la biodiversité de l'Essonne des dates des interventions 24 heures à l'avance.

**ARTICLE 5** – A l'issue des opérations, les animaux morts seront remis aux services techniques de la commune concernée.

**ARTICLE 6** – A l'issue des interventions, les lieutenants de louveterie, établiront un compte-rendu détaillé, adressé à la directrice départementale des territoires.

**ARTICLE 7** – Tout recours contre le présent arrêté doit être adressé au tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8** – Le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, la directrice départementale des territoires, le lieutenant de louveterie de l'Essonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le président de la fédération interdépartementale des chasseurs d'Île-de-France, à M. le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité de l'Essonne, à M. le commandant du groupement de gendarmerie de l'Essonne, à M. le directeur départemental de la sécurité publique et à mesdames et messieurs les maires des communes concernées.

Pour la préfète et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
territoires et par subdélégation,

La Cheffe du Bureau  
Biodiversité et Territoires



Delphine REDOUANE